

Elie Barnavi / Krzysztof Pomian, *La révolution européenne 1945-2007*, Paris, Perrin, 2008, 274 p., ISBN-13: 978-2262026028, 18 euros.

Cette histoire de l'Union européenne a été publiée à l'occasion du cinquantenaire des traités de Rome et de l'exposition alors organisée au Musée de l'Europe, où les deux auteurs exercent de hautes fonctions. Elle restitue deux points de vue « extérieurs » pour le lecteur français, celui d'un Israélien (né en 1946) et d'un Polonais (né en 1934), tous deux historiens et hommes engagés : E. Barnavi, spécialiste (entre autres choses) des guerres de religion et de l'histoire de son pays, a été ambassadeur d'Israël à Paris (2000-2002) et K. Pomian a écrit aussi bien sur le Moyen Âge que sur la Pologne contemporaine. Dans l'introduction les deux auteurs préviennent (et assument) l'éventuelle objection « téléologique » d'un critique qui pourrait contester au lent et difficile avènement de l'unité européenne dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle le statut de fin assignée dès le départ à l'histoire du continent. Il est vrai que l'issue vaut bien mieux que les périodes qui l'ont préparée. Le premier chapitre montre comment l'Europe de la « Belle époque » se berce d'illusions, alors qu'à la fin du long XIX<sup>e</sup> siècle s'annonce le cataclysme de 1914-18 et tout ce qui s'ensuivit. Le second est consacré à l'« Europe en rouge et brun », le troisième aux années qui suivirent la capitulation allemande de 1945, le quatrième aux décennies de la guerre froide, le cinquième aux premières réalisations européennes, le sixième aux années 70 et 80 et le septième et dernier à la fin de la guerre froide et aux successifs élargissements de l'Union européenne, ainsi nommée depuis le Traité de Maastricht de 1992.

Les analyses pourront parfois surprendre le lecteur français. Ainsi, comme l'indique le titre du deuxième chapitre, le bolchevisme et le nazisme sont mis sur le même plan, ce qui peut tout de même heurter, d'abord parce que le régime stalinien n'a pu s'étendre à d'autres pays européens qu'après le conflit mondial causé par le régime nazi (qui pour sa part a bénéficié du soutien et de la complicité de nombreuses dictatures en Europe même) et que, en ce qui concerne les mouvements politiques, le bolchevisme est né de l'opposition à la guerre et le nazisme de la volonté de revanche et d'un projet criminel visant tout le continent. Si l'on peut déplorer que la gauche allemande n'ait pas été unie pour empêcher l'ascension hitlérienne, il serait tout de même utile de rappeler que, pour écraser un mouvement révolutionnaire ultra-minoritaire, le SPD, alors au pouvoir, s'allia dès 1919 avec l'armée et des milices d'extrême droite dont les crimes restèrent à peu près tous impunis : ce sont cette impunité et la tranquille restauration des forces anciennes qui révoltèrent les intellectuels et les artistes de gauche (p. 36), et l'élection du Président Hindenburg au suffrage universel (contre un candidat de droite !) dès 1925 n'incita guère à faire confiance à cette République de Weimar. De même, le colonialisme, dont seuls les « abus inadmissibles » sont condamnés (p. 16), et la décolonisation (p. 136-138) sont expédiés un peu vite, alors qu'ils continuent de marquer l'histoire du continent et du monde entier plus de trente ans après la guerre du Vietnam et l'indépendance des colonies portugaises. La conclusion nomme quatre domaines où l'unité européenne l'emporte sur le schisme religieux à l'époque de la Réforme : l'éducation, la République des lettres (des savants), les normes (en droit international) et l'idée d'équilibre européen qui oriente la politique des Etats. Selon les auteurs, ces domaines « plongent leurs racines » dans la « chrétienté latine » (p. 262 *sq.*). Présenter « l'unité par les Lumières » (p. 261) comme le digne successeur de « l'unité par la foi » (p. 263) relève d'un esprit de synthèse que l'on peut juger abusif. Si les auteurs rappellent le pillage de Constantinople par les Croisés, les guerres de religion et même le pogrome de Kielce en Pologne (en 1946 !), ils ne mentionnent pas la Guerre de Trente ans qui coûta la vie à un bon quart de la population du Saint Empire et esquivent surtout le fait que l'Eglise catholique et les Lumières n'ont pas fait bon ménage et que l'idée laïque est loin d'être morte et marque même des progrès, par exemple récemment en Allemagne, lors du référendum berlinois qui a confirmé le 26 avril

2009 un enseignement de morale destiné à tous les élèves contre les partisans du rétablissement d'un enseignement religieux contrôlé par les Eglises. Au demeurant, la souveraineté du peuple et la démocratie, ces « idées de 1789 » comme disaient avec mépris les nationalistes allemands tenants des « idées de 1914 », ne se sont-elles pas imposées comme le fondement de l'Union européenne contre la monarchie de droit divin et les despotismes de tout genre (théocratique, idéologique, ethnique, etc.) ? Curieusement, les auteurs n'avancent pas l'argument de « l'unité par la foi » pour rejeter l'adhésion de la Turquie, mais (au titre du « principe de précaution ») celui de l'absurdité problématique d'une frontière de l'Union européenne avec le Kurdistan (p. 253), et ne négligent pas de contester assez rapidement la contribution arabe à la Renaissance, en réévaluant le rôle de Byzance (p. 266). Les quinze années qui séparent la fin de la guerre du Vietnam de celle de la guerre froide sont présentées comme une charnière importante, où s'annonce l'affaiblissement d'un système soviétique qui cesse peu à peu de croire en soi. Les auteurs n'ont pas rappelé, dans ce contexte, les éphémères projets « centre-européens » des années 80 (par exemple en 1986 celui de l'Autrichien Erhard Busek).

Au total, une lecture rapide et aisée, souvent enrichissante et qui rapporte comment sur les décombres du fragile équilibre européen du début du XX<sup>e</sup> siècle ont pu se réaliser, au moins en partie, des projets conçus dès l'époque de la Renaissance et sans cesse renouvelés depuis, d'abord à l'Ouest du continent, ensuite en Europe centrale et orientale. Le livre rend hommage aux grandes figures européennes, à Robert Schuman, de Gaulle, Adenauer, Jacques Delors, et tout particulièrement à Jean Monnet, et avec lui à ces « hommes politiques dotés d'une imagination exceptionnelle » (p. 269) : l'Europe, un projet encore, mais aussi une *success story*, rapportée ici d'un point de vue chrétien, libéral et atlantiste (et bien peu « méditerranéen » !) et qui tente de voir dans l'unification politique en cours la réalisation enfin concrète et pérenne de « l'unité par la foi ». Cette vision, que l'on peut ne pas partager, est sans doute majoritaire dans l'Europe des 27 et a joué un rôle important, sinon le plus important, dans la conjonction des motivations politiques et idéologiques qui ont fait naître et prospérer le projet européen. Ce dernier a aussi répondu, les auteurs ne se le cachent pas, à des calculs moins nobles, mais bien normaux. Le fait que cette vision soit ici formulée par un Israélien et un Polonais montre l'enviable prestige dont jouit la construction européenne hors des pays fondateurs en raison de ses acquis dans de nombreux domaines, notamment la prospérité partagée, les libertés, les droits de l'homme et la paix.

François Genton